



VALÉRIE PÉCRASSE

Monsieur le Président du Conseil économique, social et environnemental, cher Jacques Dermagne, Madame la Présidente du CNRS, Mesdames et Messieurs les professeurs, Mesdames et Messieurs, permettez-moi tout d'abord de vous dire combien je suis heureuse d'être parmi vous ce matin pour ouvrir les débats qui vont se dérouler pendant ces deux journées qui seront, je n'en doute pas, particulièrement riches et constructives. Ces débats auront pour cadre une institution qui est, pour la France, le lieu par excellence du dialogue entre les forces vives de la Nation. Le Conseil économique, social et environnemental, comme l'a rappelé son Président, éclaire avec sagesse et expérience les pouvoirs publics sur les décisions qu'ils doivent prendre. La réorganisation en cours de la recherche française lui doit beaucoup : les travaux que le Conseil a conduits en amont des grandes lois adoptées depuis 2006 ont été particulièrement précieux au Gouvernement. Monsieur le Président, je tenais à le dire, et à vous remercier d'avoir accepté immédiatement, et même avec enthousiasme, d'accueillir notre manifestation au Palais d'Iéna. La préparation de cette rencontre a également bénéficié de l'expérience de Jean Jouzel et

de Jean-Pierre Alix, et plus largement des membres du M.U.R.S., le Mouvement Universel de la Responsabilité Scientifique, qui en ont été les chevilles ouvrières, et je tiens là aussi à les remercier. C'est dire si toutes les conditions sont réunies pour que cette conférence contribue efficacement au thème de la Présidence française de l'Union européenne dans le domaine de la recherche, et vous savez que ce thème, c'est « la science au service de la société ». Cet objectif, qui constitue le fil conducteur de notre programme de travail, a déjà fait l'objet de plusieurs manifestations ces derniers mois. Mais aucune n'avait encore rassemblé tous ceux qui veulent favoriser le dialogue entre les femmes et les hommes de sciences et les décideurs publics. Ce dialogue que chacun d'entre vous, dans vos responsabilités, contribuez à construire au quotidien, sera au centre des débats. L'enjeu qui nous rassemble, c'est bien le renouvellement du pacte que nos sociétés, depuis Galilée et Descartes, ont noué avec la science, en la plaçant au cœur de leurs réflexions et de leurs activités économiques, sociales et culturelles.

Nos sociétés contemporaines, avec leurs nouveaux repères, leurs nouvelles techniques, leurs nouvelles frontières, ont créé un contexte nouveau qui nous oblige en effet à refonder la finalité et les moyens de nos politiques scientifiques. Le dialogue entre la science et la société a toujours été fait d'une double perception de la science par la société. D'un côté, la société se fait quelquefois du monde scientifique une image fausse,

froide, voire inquiétante, faite de chercheurs reclus dans leurs laboratoires et habités par le goût d'une abstraction inaccessible aux esprits non initiés. Cette distance, ou plutôt la perception de cette distance, a parfois favorisé le développement d'une méfiance de la société envers la science.

Ce phénomène, cette fracture, sont apparus il y a plusieurs décennies déjà, mais je dois avouer, et je le ressens en tant que Ministre de la Recherche, que cette inquiétude prend aujourd'hui une proportion préoccupante. Il y a trente ans, les deux tiers de nos concitoyens accordaient une confiance absolue à la science. Aujourd'hui, cette confiance est partagée par moins d'un Européen sur deux, c'est-à-dire pas la majorité des Européens. Mais dans le même temps, la science montre également un autre visage, que nous connaissons tous, celui de la merveilleuse aventure d'une humanité qui avance grâce à des femmes et des hommes passionnés, audacieux et exigeants. Ce sont des essais infructueux et des échecs qui, une fois analysés et surmontés, deviennent la source des plus grandes découvertes. C'est une aventure faite par les hommes pour les hommes. Nous savons que les savants ne vivent pas hors du monde, bien au contraire, puisque c'est pour lui qu'ils travaillent. Ce visage de la science, cet autre visage, c'est un effort scientifique tourné vers les besoins de nos sociétés, d'abord matériels, bien entendu, puisqu'il nous faut chaque jour relever des défis très concrets, mais pas seulement. Ces besoins sont aussi des besoins intellectuels,

et les progrès du savoir sont par eux-mêmes une réponse à la soif de connaissance qui anime notre espèce, et dont elle a fait le secret de son progrès.

Ces deux visages de la science, je le pense, sont les jalons qui doivent accompagner vos réflexions pendant ces deux journées. Le dialogue entre la société et la science ne peut pas ignorer ces deux images opposées. Il peut d'autant moins les ignorer que jamais la société n'a connu des transformations aussi profondes et aussi rapides que depuis l'après-guerre. La démocratisation de l'accès au savoir, la démultiplication de l'information, la révolution technologique qui la rend plus immédiatement accessible au plus grand nombre : toutes ces transformations de nos sociétés nous imposent de penser ce dialogue dans des termes peut-être inconnus jusqu'à présent.

Le dialogue entre la société et la science doit être désormais pensé dans le cadre d'une société de la connaissance, dont le développement est porté en Europe par la stratégie de Lisbonne. La société de la connaissance, c'est d'abord une formidable opportunité de rencontres plus simples et plus rapides entre science et société. Mais cela exige sans aucun doute de tous les acteurs de la communauté scientifique qu'ils organisent ce dialogue avec de nouvelles méthodes. L'hostilité exprimée par certains de nos concitoyens sur la question des OGM, l'inquiétude d'autres vis-à-vis du développement des nanotechnologies, la difficulté à

aborder sereinement les grandes questions bioéthiques, et je le sais mieux que quiconque, car avant de devenir ministre, j'ai été, au Parlement, chargée d'organiser ce débat en 2004 : tous ces sujets scientifiques posent des questions sur l'essence même de nos sociétés, mais aussi et surtout sur les liens à tisser entre science et société. Ils suscitent des débats, des réflexions voire des oppositions sur ce que la science peut ou ne peut pas faire.

Ma conviction, c'est que l'absence d'un lieu de dialogue organisé sur tous ces sujets nourrit l'incompréhension, laquelle se transforme parfois en antagonismes. Certains de nos partenaires européens l'ont bien compris : dans les sociétés nordiques, au Danemark ou en Norvège par exemple, ces sujets font l'objet de débats largement ouverts, qui permettent d'aborder ces questions de manière apaisée. Mais ces pays restent l'exception en Europe. Leur expérience est utile, elle peut être un modèle qui nécessite néanmoins d'être adapté à chacune des cultures des Etats membres. Il faudra aller aussi plus loin, car les enjeux de société auxquels nous confrontent les développements de la science dépassent largement les frontières de nos pays. Alors que l'Europe s'organise pour offrir aux femmes et aux hommes de sciences un espace plus intégré, il nous faudra nécessairement trouver les moyens d'organiser ces dialogues au niveau européen, et Jean-Pierre Alix l'a très bien dit. Ces nouvelles méthodes, ces « grands dialogues », il nous faudra à l'avenir les construire, et

je souhaiterais que vos travaux nous aident à en dessiner les contours, et je le répète, dans le cadre d'un espace européen de la connaissance qui nous permette de dépasser des conflits, des peurs, qui sont parfois très liés à chacune des cultures nationales des Etats membres.

Le dialogue entre la société et la science que nous réinventerons ensemble peut heureusement s'appuyer sur un appétit intact de nos concitoyens pour comprendre les objets de la recherche, qu'elle soit d'ailleurs fondamentale ou appliquée. Le succès de la Ville européenne des Sciences, organisée au Grand Palais dans le cadre de la Fête des Sciences qui s'est terminée hier, l'a démontré une fois encore. Lorsque la science s'organise pour accueillir les questions de ceux à qui ses travaux sont destinés, elle redevient populaire, elle attire les foules. Ce sont ainsi près de 50.000 visiteurs en trois jours qui sont venus à la rencontre des scientifiques, pour les interroger sur les objectifs de leurs travaux et sur la portée de leurs découvertes. Cela montre qu'il revient à chacun des acteurs de la communauté scientifique d'organiser aussi à son niveau de nouvelles formes de dialogue avec la société et de communication vis-à-vis de nos concitoyens. Bien sûr, il faudra que nous organisions ce dialogue dans la logique de répondre aux grands défis de notre temps : il n'y a pas de meilleure manière de démontrer ce que la science apporte à l'humanité. Je pense aux défis de l'énergie et du changement climatique, cher Jean Jouzel, mais aussi à la

crise alimentaire mondiale, ou au développement des maladies liées à l'allongement de la vie de nos populations. Affirmer que la science est la seule issue pour la plupart de ces nouvelles angoisses, c'est reconnaître la première place que doit prendre tout le système de recherche dans l'effort public pour affronter ces nouveaux défis. C'est pourquoi beaucoup de nos pays ont choisi de rendre plus visibles et plus accessibles leurs priorités en matière de recherche.

18  
|  
Ouverture

C'est ce que le gouvernement français a décidé de faire, en organisant un grand débat, qui réunira à la fois la communauté scientifique, les porteurs d'enjeux et les milieux socio-économiques, pour rédiger ensemble une stratégie nationale de recherche et d'innovation. Elle prendra en compte l'existence d'un véritable continuum qui va de la recherche la plus fondamentale jusqu'à l'innovation. En ce sens, la stratégie nationale de recherche et d'innovation, préparée par une large consultation de la communauté scientifique, du monde de l'entreprise et des autres porteurs d'enjeux, sera une réponse à ce besoin de rendre la politique scientifique française plus accessible et plus compréhensible du grand public.

C'est aussi dans un cadre européen que doit s'organiser ce dialogue entre la science et la société. C'est l'une des missions qui ont été confiées à la Présidence française, qui prépare pour le 2 décembre une « Vision 2020 de l'Espace européen de la Recherche ». Avec nos partenaires européens,

nous voulons l'imaginer comme un espace de rencontre et de liberté pour tous les scientifiques d'Europe, où la libre circulation de la connaissance devient une véritable cinquième liberté, reconnue à tous les citoyens d'Europe. Mais nous voulons aussi l'envisager comme un espace qui favorisera le débat et les échanges entre les aspirations des citoyens européens à l'égard d'une science qui, pour relever les grands défis sociétaux, doit davantage se coordonner au niveau européen.

C'est donc bien un dialogue à plusieurs dimensions qu'il nous faut chercher à redéfinir : un dialogue entre la science et les citoyens, un dialogue entre les pays européens et les citoyens. Le dialogue sera à double étage : un niveau national et un niveau européen. Mais cet immense travail de mise en réseau serait vain, si nous ne parvenons pas d'abord à revaloriser la place de la science et des scientifiques dans notre société.

C'est une responsabilité qui revient à chacun de nos gouvernements. Lorsque le gouvernement français fait de la recherche une priorité budgétaire, lorsque cette priorité est réaffirmée année après année, et lorsqu'elle est confirmée et accentuée alors que s'annonce l'une des plus graves crises économiques et financières jamais connues, c'est un message d'une portée unique que nous adressons à la société toute entière. Non seulement nous disons à la société toute la confiance que nous plaçons dans la

science, mais nous disons surtout que c'est de la science que proviendra une bonne part de la solution à la crise. C'est pour cela que le Président de la République et la Chancelière allemande ont décidé de consacrer le Conseil des ministres franco-allemand qui se tient aujourd'hui à Paris à la recherche et à l'innovation. C'est pour cela aussi que la stratégie européenne de sortie de crise, que la Commission présentera mercredi, fera une large place à la nécessité de soutenir la recherche européenne.

Dans ce même esprit, je proposerai au Président de la République que la réunion du Conseil européen des 11 et 12 décembre prochains puisse afficher le souhait unanime de tous les Etats membres de s'appuyer sur la recherche et l'innovation pour faire face à la crise. Au-delà de ce contexte de crise grave, il revient également aux pouvoirs publics de réhabiliter les métiers scientifiques dans notre société. C'est, en France, l'objet du « Plan carrières », que j'ai présenté il y a quelques jours. Ce plan met notamment en place un vrai contrat de travail pour les doctorants, des procédures de recrutement plus transparentes, des conditions revalorisées pour le début de carrière des jeunes maîtres de conférences, avec des augmentations immédiates de rémunération de 12 % à 25 % pour les jeunes recrutés. Cet effort s'inscrit dans une perspective européenne : le Partenariat européen pour les chercheurs, adopté au Conseil de compétitivité de septembre dernier, conduira tous les Etats membres à faire régulièrement état des progrès qu'ils

ont réalisés pour valoriser les carrières et favoriser la mobilité des chercheurs dans l'Espace européen de la recherche, où celle-ci n'est malheureusement que de 3 % aujourd'hui.

Il faut agir rapidement. La situation de concurrence mondiale l'exige. C'est pour quoi, j'ai demandé à mes collègues luxembourgeois et portugais de mettre en avant les mesures les plus urgentes et, dès le 2 décembre prochain, ils présenteront leurs propositions à tous les ministres européens de la recherche. Nous voulons rendre l'Espace européen de la recherche plus attractif, y compris pour les chercheurs européens partis hors d'Europe poursuivre leur carrière avec des moyens qu'ils ne trouvaient pas à l'intérieur de nos frontières. Ce sont toutes ces décisions, pour valoriser les métiers scientifiques, pour afficher, en particulier pendant les périodes de crise, l'intérêt stratégique pour notre société de la science, qui permettent aussi de replacer la science au centre de la société et d'en assurer une meilleure visibilité.

Mesdames et Messieurs, vous le voyez donc, la construction d'un nouveau dialogue entre la science et la société, est un défi commun. Nous l'avons en partage. Pour le relever, tous les partenaires de la science doivent s'associer dans la durée. Nous devons faire collectivement preuve d'imagination, dans une société de la connaissance parfois complexe, pour anticiper et accompagner les débats autour des objectifs et des

moyens des politiques scientifiques. Mais je suis convaincue que tous les talents rassemblés ici pendant les deux journées qui viennent contribueront de manière décisive à l'émergence de nouvelles réponses à cette exigence démocratique. C'est pourquoi, par avance, je vous remercie.



**ANNETTE SCHAVAN**

Madame la Ministre, chers collègues, Mesdames et Messieurs, je voudrais tout d'abord m'adresser à Valérie Pécresse, ainsi qu'à la présidence française de l'Union européenne, pour les féliciter et les remercier de la façon dont, pendant ces six mois de présidence française de l'Union européenne, le champ de la recherche et de l'innovation a pu avancer.

Nous y avons clairement vu que la recherche et l'innovation sont d'une grande importance pour l'avenir et le développement de l'Europe, et que nous devons donner vie à de nouveaux projets communs dans le cadre de notre politique de la recherche.

Grâce à la recherche, nous avons beaucoup progressé dans la construction d'une Europe volontaire pour innover et dans la mise en œuvre nouvelle de la stratégie de Lisbonne. Je vous remercie également pour l'excellente collaboration nouée entre nos deux pays en vue de cet objectif. Nous sommes profondément convaincus que le partenariat et la coopération entre la France et l'Allemagne jouent un rôle spécial prépondérant, d'une grande importance pour l'Union : comme en témoigne notre réu-

Merci, Madame la Ministre, de cette perspective très large que vous donnez à notre conférence, avec cette ouverture sur ces problèmes de science et de société. En particulier, je pense à la perspective européenne, et je crois qu'elle est bien marquée par la présence ici de Mme Schavan, Ministre fédérale allemande de la formation et de la recherche que je suis très heureux d'accueillir.